

## Violences contre l'opposition du CNL au Burundi : HRW tire la sonnette d'alarme

RFI, 13-06-2019 Human Rights Watch a publié un rapport mercredi 12 juin pour dénoncer les violences perpétrées contre les membres de l'opposition au Burundi. L'ONG craint que ces violences se multiplient dans les mois à venir alors que les élections présidentielles sont prévues l'année prochaine. Le directeur de Human Rights Watch pour l'Afrique centrale, Lewis Mudge, interpelle le conseil de sécurité de l'ONU qui doit se réunir ce vendredi 14 pour évoquer le cas du Burundi.

« Nous avons documenté une augmentation des violences, des intimidations et menaces contre l'opposition d'un nouveau parti, le CNL, qui est le nouveau parti du chef de file de l'opposition Agathon Rwasa », nous explique Lewis Mudge, joint au téléphone. « Dès le lancement de ce parti il y a quelques mois, on a constaté des arrestations, des menaces et dans certains cas des assassinats de membres de ce parti ». Exemple d'intimidation, début mars, lorsqu'une réunion publique du CNL a été interdite pour raisons « sécuritaires » ou encore les arrestations et disparitions de militants. « Selon nous, c'est le CNDD-FDD, le parti au pouvoir et ses Imbonerakure qui sont derrière. Cette ligue de jeunes est devenue presque une milice... Aujourd'hui ils ont carte blanche au Burundi et sont utilisés par le pouvoir presque comme une force de police extra-judiciaire ». Lewis Mudge en appelle au Conseil de sécurité « Donc nous pensons qu'il est grand temps que le Conseil de sécurité de l'ONU prenne la situation au Burundi au sérieux avant que cela n'empire. Il pourrait imposer des sanctions ciblées sur les personnes responsables de ces violences, geler leurs avoirs. Et plus important, les Nations unies pourraient mettre en place un panel d'experts pour établir la chaîne de commandement et déterminer qui ordonne ces violations des droits de l'homme, ces meurtres et ces attaques ».

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});